

COALITION POUR L'ÉQUITÉ FISCALE ENVERS LES PME

Le 20 novembre 2017

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Observations de la Coalition des PME pour la justice fiscale sur les nouvelles propositions fiscales

Monsieur le Ministre,

Depuis notre dernière lettre, la **Coalition pour l'équité fiscale envers les PME** a poursuivi son expansion et compte maintenant près de 80 associations. Ensemble, nos organisations représentent des centaines de milliers d'entreprises indépendantes, de professionnels et de contribuables de tous les secteurs économiques et géographiques au pays et qui emploient des millions de Canadiens. Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous faire part de nos observations au sujet des nouvelles propositions sur la réforme du régime fiscal annoncées durant la Semaine de la PME.

La Coalition applaudit la décision du gouvernement fédéral de renouveler sa promesse de réduire le taux d'imposition des PME de 10,5 % à 9 % d'ici 2019. Grâce à cette décision, des centaines de millions de dollars seront réinjectés dans le secteur des PME, qui pourront ainsi créer d'autres emplois et faire croître l'économie.

Quant aux modifications apportées aux propositions de juillet, nous sommes heureux de constater que certaines de nos importantes préoccupations ont été réglées entièrement ou partiellement. Il nous est particulièrement agréable de constater que le gouvernement a entendu les inquiétudes des chefs d'entreprise en retirant les mesures visant la conversion du revenu en gains en capital. Ces règles auraient rendu plus coûteuse pour les propriétaires de PME – dont les agriculteurs et les pêcheurs – la transfert de leur entreprise à leurs enfants.

Nous notons également avec satisfaction que le gouvernement commence à reconnaître le rôle important que le placement passif peut jouer dans la vie d'une entreprise et de son ou ses propriétaires.

Donc, nous vous remercions pour les progrès accomplis sur ces points, mais nous n'en demeurons pas moins très inquiets à l'égard des autres propositions qui semblent rester sur la table. D'abord, nous trouvons plutôt préoccupant que le ministère des Finances ait été capable d'étudier 21 000 mémoires en moins de deux semaines. Nous nous demandons si la plus ambitieuse réforme fiscale des 40 dernières années a pu faire l'objet de l'analyse minutieuse qu'elle appelle en si peu de temps. Précisons que les fiscalistes n'ont pas encore fait le tour de la question et manifestent un urgent besoin de détails supplémentaires.

Pour notre part, tout en poursuivant notre analyse, nous vous soumettons les préoccupations et recommandations suivantes concernant la répartition du revenu et les placements passifs.

Répartition du revenu

Les règles qui pénalisent les chefs d'entreprise qui versent des dividendes ou une autre forme de revenu à des membres adultes de leur famille demeurent une source de préoccupation majeure. En effet, les changements proposés ne tiennent pas compte des nombreuses formes directes et indirectes que peut prendre la contribution des membres de la famille à une entreprise, surtout le conjoint. Pourtant, le gouvernement garde le cap, indiquant qu'il imposera un « critère de caractère raisonnable » pour vérifier si ces membres de la famille apportent une « contribution notable » avant de permettre le partage du revenu.

On a laissé entendre que les formalités seraient simplifiées et plus ciblées, mais les détails se font attendre, or le temps file : les changements sont censés prendre effet le 1^{er} janvier 2018. **Nous vous exhortons à fournir ces détails le plus tôt possible et de prévoir un délai de consultation afin de réduire les conséquences imprévues.** Compte tenu de la difficulté à quantifier le rôle indispensable que jouent souvent les conjoints (y compris les conjoints de fait) dans une entreprise, **nous recommandons par ailleurs que le gouvernement envisage au moins d'exempter les conjoints des nouvelles règles sur la répartition du revenu. De plus, la Coalition recommande que le gouvernement fédéral reporte la mise en œuvre des changements, à tout le moins jusqu'au 1^{er} janvier 2019.** Comme le fardeau de la preuve et de la conformité échoira au chef d'entreprise, ce délai laisserait au milieu des affaires le temps de bien s'informer et de mettre en place les adaptations nécessaires aux structures organisationnelles.

Placements passifs

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous sommes heureux de constater que le gouvernement commence à reconnaître l'importance de permettre une certaine marge de placements passifs (y compris les revenus qui en résultent); cependant, nous estimons que les récentes modifications s'avéreront insuffisantes pour bien des entreprises, spécialement ceux qui mettent de l'argent de côté en vue de faire des investissements, d'innover ou de prendre de l'expansion. Le seuil annuel de 50 000 \$ sera certes utile pour les entreprises qui désirent demeurer petites, mais il ne suffira pas pour celles qui comptent grandir et percer de nouveaux marchés.

Les entreprises de taille moyenne sont déjà très rares au Canada, et le seuil de 50 000 \$ pourrait être trop bas pour aider les petites entreprises à prendre de l'ampleur. Sans compter qu'un pécule de 1 million de dollars représente une rente annuelle qui se chiffre entre 34 000 \$ et 54 000 \$; c'est ainsi qu'après avoir passé sa vie à prendre des risques et à bâtir une entreprise, l'entrepreneur n'aurait même pas accès au même revenu de retraite que les enseignants de la plupart des provinces.

Ajoutons que cette marge de 50 000 \$ ne libérera pas la plupart des PME des complications administratives et de divers coûts de conformité. Par exemple, un placement passif de 100 000 \$ dans l'immobilier pourrait se traduire, au moment de la vente, par un gain ponctuel majeur qui excéderait la limite annuelle. Par ailleurs, sur le long

terme, même une croissance modeste d'un placement passif peut se traduire par un revenu passif de plus de 50 000 \$ à répétition. Nous croyons donc que le gouvernement fait fausse route en prétendant que la marge de 50 000 \$ protégera la grande majorité des PME.

Par conséquent, nous recommandons que le gouvernement renonce aux règles qu'il comptait instaurer concernant les placements passifs jusqu'à ce qu'une analyse exhaustive des impacts économiques ait été effectuée dans le but d'élaborer une formule qui exclura toutes conséquences imprévues.

Il appert que les dispositions législatives concernant les placements passifs seront bel et bien incluses dans le budget fédéral de 2018, et nous tenons à ce que le gouvernement se donne le temps de bien faire les choses. La Coalition a besoin d'avoir plus de détails sur les modalités de ce changement, à savoir par exemple si le seuil sera indexé sur l'inflation et si les revenus non utilisés pourront être reportés, comme c'est le cas pour les CELI et les REER.

Transmission intergénérationnelle

Nous sommes heureux de constater que le gouvernement se montre ouvert à l'idée de rendre plus facile et moins coûteuse la transmission d'un fonds de commerce à la relève familiale. Deux projets de loi d'initiative parlementaire (soit les projets de loi C-274, déposé par Guy Caron du NPD, et C-691, déposé par Emmanuel Dubourg du PLC) ont proposé de modifier l'article de la *Loi de l'impôt sur le revenu* faisant en sorte qu'il est actuellement plus facile de vendre son entreprise familiale à un tiers qu'à un membre de sa famille. En effet, au Canada, lorsqu'on vend son entreprise à un membre de sa famille, la différence entre le montant de la transaction et le prix payé à l'origine est traitée comme un dividende, alors que si la même personne vend la même entreprise à une personne qui ne lui est pas apparentée, il s'agira d'un gain en capital. Cette différence incite le propriétaire à vendre à un tiers, car les dividendes ne le feront pas profiter de l'exemption à vie sur les gains en capitaux, ce qui se traduira par un fardeau fiscal plus élevé. Les deux projets de loi en question visent à corriger cette anomalie.

Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions susceptibles de rendre la transmission d'une PME à la relève familiale plus facile et moins coûteuse tout en préservant l'intégrité du régime fiscal.

Conclusion et recommandations

Vu la complexité des propositions, il faut une analyse et une consultation plus approfondies pour bien comprendre leur incidence sur les PME. C'est avec conviction que nous tendons la main au gouvernement pour lui offrir de trouver avec lui des solutions qui n'assombrissent pas les perspectives de croissance et de prospérité des PME. Par conséquent, **nous recommandons** :

1. Que soit amorcée sans délai une analyse de l'impact économique du train de mesures proposées et que toute modification du régime fiscal soit suspendue jusqu'à la fin de cette analyse.
2. Au sujet de la **répartition du revenu**

- Que la mise en œuvre des changements envisagés soit reportée, à tout le moins, au 1^{er} janvier 2019.
 - Que les nouvelles règles sur la répartition prévoient, au minimum, une exemption complète des revenus et des dividendes du conjoint.
3. Au sujet des **placements passifs**
- Que les règles prévues concernant les placements passifs ne soient pas adoptées.
4. Que soient examinés des moyens de rendre les **transmissions intergénérationnelles** plus faciles et moins coûteuses pour les chefs d'entreprise.
- Que soient apportés des changements annulant toute différence fiscale entre la transmission intergénérationnelle d'une entreprise et sa vente à un tiers indépendant.
5. Que le régime canadien d'impôt sur le revenu fasse l'objet d'un examen complet.

Si vous avez des questions ou des commentaires sur le contenu de la présente, n'hésitez pas à communiquer avec une des associations soussignées. Nous demeurons fermement résolus à travailler avec vous.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.



Greg Pollock
Président et chef de la direction, Advocis
Association des conseillers en finances du Canada



13 000 membres



Leah Olson
Présidente
Agricultural Manufacturers of Canada




Andy Brooks
Chef de la direction,
Alberta Roadbuilders & Heavy Construction Association



1 000 membres



Luc Bélanger
Chef de la direction,
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec



Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec

John D. Gamble, CET, P.Eng.
Président et chef de la direction
Association des firmes d'ingénieurs-conseils



Alan Rowell, MFA, DFA-Tax Services Specialist
Directeur, Association of Tax and Accounting Professionals



187 membres

Caroline De Guire, M.Sc.
Écon.
Chef de la direction,
Association québécoise des informaticiennes et informaticiens indépendants



1 500 membres

Jean Thiffault
Président
Association québécoise des pharmaciens propriétaires



John Reid
Chef de la direction,
Alliance canadienne pour les technologies avancées

Liz Robertson
Directrice exécutive
Canadian Association of Farm Advisors



400 membres

Mary Blair
Directrice générale
Association canadienne des conseillers en management



2 500 membres

Dr. Michael Dennis,
Président,
Association canadienne des optométristes



4 800 membres

Dr. Emil Lee
Président,
Association canadienne des radiologues



Canadian Association of Radiologists
L'Association canadienne des radiologues

2 182 membres

Kerry Simmons, Q.C.
Présidente,
Association du Barreau canadien



36 000 membres

Terry Kremenik
Directeur exécutif
Association canadienne du bison



550 membres

Perrin Beatty
Président et chef de la direction
Chambre de commerce du Canada



THE CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA

200 000 membres

Michael Atkinson
Président
Association canadienne de la construction



20 000 membres

Dr. Larry Levin
Président
Association dentaire canadienne



CANADIAN DENTAL ASSOCIATION
ASSOCIATION DENTAIRE CANADIENNE

John Dickie,
Président, Fédération des propriétaires immobiliers



11 200 membres

Dan Kelly
Président et chef de la direction,
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante



109 000 membres

Lorraine McLachlan
Présidente et chef de la direction, Canadian Franchise Association



Canadian Franchise Association™

750 membres qui représentent plus de 40 000 commerces en franchise

Kevin Lee
Chef de la direction,
Association canadienne des constructeurs d'habitations



8 500 membres

Keith Costello, BADM,
MBA-Strategy
Président et chef de la direction
Institut canadien de planification financière



Building a strong profession today, for tomorrow
The Canadian Institute of Financial Planners

8 000 membres

Ralph Suppa, CAE
Président et directeur général,
L'Institut canadien de plomberie et de chauffage



260 membres

Edward Whalen, P.Eng.
Président et chef de la direction,
Institut canadien de la construction en acier



CANADIAN INSTITUTE OF STEEL CONSTRUCTION
INSTITUT CANADIEN DE LA CONSTRUCTION EN ACIER

Christopher White
Président et chef de la direction,
Conseil des viandes du Canada



52 membres réguliers et plus de 92 membres associés

Dr. Laurent Marcoux
Président
Association médicale canadienne



1867-2017
150

85 943 membres

Samantha Gale
Directrice exécutive,
Association des courtiers hypothécaires du Canada



5 000 membres

Perry Eisenschmid
Chef de la direction,
Association des
pharmacien du Canada



Bob Brunet, CAE, BComm
Directeur exécutif,
Association canadienne des
entrepreneurs en
couverture



400 membres

Aaron Wudrick, Federal
Directeur,
Fédération canadienne des
contribuables



123 000 supporters

Dr. Troye McPherson
Président,
Association canadienne des
médecins vétérinaires



6 665 membres

Kevin Wong, CAE, MBA
Directeur exécutif,
Canadian Water Quality
Coalition



208 membres

Sean Hu
Directeur exécutif,
Chinese Business Chamber of
Canada



1 300 membres

James Swan, MD, FRCPC
Coalition of Ontario
Doctors



2 450 membres

Guy Legault
Président
Conference for Advanced
Life Underwriting



670 membres

Bill Brushett
Président et chef de la
direction,
Family Enterprise Xchange



Next Generation Thinking®

Stéphane Forget, MBA
Président-directeur général
Fédération des chambres de
commerce du Québec



Fédération des chambres
de commerce du Québec

139 Chambres et
50 000 entreprises

Sandra Kegie
Directrice exécutive,
Fédération des couriers en
fonds mutuels

Federation of Mutual Fund Dealers
Fédération des courtiers en fonds mutuels

Jaye Hooper
Président du conseil
d'administration,
Fédération des associations
du barreau de l'Ontario



8 500 membres

Mark Brock
Président du conseil
d'administration,
Grain Farmers of Ontario



28 000 membres

Iain J.S. Black
Président et chef de la
direction
Greater Vancouver Board of
Trade



5 200 membres

Warren Heeley
Président
Heating, Refrigeration and
Air Conditioning Institute of
Canada



1 500 membres

Nancy Allan
Directrice exécutive
Courtiers indépendants en
sécurité financière du
Canada



3 500 membres

Jeff Wachman
Président
Institute of Advanced
Financial Planners



Institute of Advanced Financial Planners

Richard McKeagan
Chef de la direction,
Association des
entrepreneurs en
mécanique du Canada



900 membres

Terrance Oakey
Président,
Merit Canada



3 500 membres

Mark Prieditis, MD, FRCPC
Président,
Association des
radiologues de l'Ontario



Ontario Association of Radiologists
1 400 membres

Keith Currie
Président,
Ontario Federation of
Agriculture



Ontario Federation of Agriculture
37 000 membres

Dr. Shawn Whatley
Président,
Ontario Medical Association



43 493 membres

Ettore Cardarelli
Président,
Ontario Real Estate
Association



Ontario Real Estate
Association

Tony Elenis
Président et chef de la
direction,
Ontario Restaurant Hotel
and Motel Association



11 000 membres

Robert Dalton, Directeur
exécutif
Association des opticiens
du Canada



3 979 membres

Doug Bedard, Président du
conseil d'administration

Georgina Blanas, Directrice
exécutive

Private Capital Markets
Association of Canada



500 membres

Sean Reid
Vice-président
Progressive Contractors
Association of Canada



180 membres

Richard Darveau
President & CEO
Quebec Hardware and
Building Supply Association



Association québécoise de la
quincaillerie et des matériaux
de construction

1 000 membres

Grace Sammut
Directrice exécutive,
Resorts of Ontario



Shanna Munro
Présidente et chef de la
direction
Restaurants Canada



The voice of foodservice | La voix des services alimentaires

30 000 membres

Shane Jahnke
Saskatchewan Stock
Growers Association



SASKATCHEWAN
STOCK GROWERS
Association
600 membres

Levi Wood
Président,
Western Canadian Wheat
Growers Association



John Schmeiser
Chef de la direction
Western Equipment Dealers
Association



800 membres